ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1967 1º CIRCONSCRIPTION DE B.-DU-RH.

FÉDÉRATION DE LA GAUCHE DÉMOCRATE

ET

SOCIALISTE

CANDIDAT

Bastien LECCIA

ADJOINT AU MAIRE

Directeur Administratif
Président de la Convention des Institutions Républicaines
Premier Secrétaire de la F.G.D.S. des Bouches-du-Rhône
Croix de Guerre 1939 - 1945
Médaille de la Reconnaissance Française

SUPPLEANT

Michel PEZET

Avocat - Membre du Bureau National des Jeunesses Socialistes S.F.I.O. Président des Jeunes de la F.G.D.S.

Chère Electrice, Cher Electeur,

La FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE m'a désigné comme son candidat dans la 1^{re} Circonscription du département des Bouches-du-Rhône.

J'ai donc le grand honneur de solliciter vos suffrages au nom de cette formation politique qui, regroupant le Parti Socialiste S.F.I.O., le Parti Radical, l'U.D.S.R., la Convention des Institutions Républicaines et de nombreux autres Clubs, poursuit inlassablement le combat engagé à l'origine par Gaston DEFFERRE, et repris à l'automne 1965 par François MITTERRAND, candidat unique de la Gauche, puis de tous les républicains, à l'élection présidentielle.

La Fédération de la Gauche, qui a vocation à devenir l'axe d'une majorité nouvelle s'appuyant sur un puissant courant populaire, veut construire une démocratie véritable. Plus que jamais le combat qu'elle mène, intéresse l'ensemble des Françaises et des Français. Il concerne chacune et chacun d'entre vous :

- vous qui avez la même majorité inconditionnelle depuis plus de huit ans,
- vous dont le destin est fixé arbitrairement, comme si cela ne vous concernait pas, alors que rien ne vous concerne davantage.
- êtes-vous satisfait de ce régime ?

Non, car vous savez que depuis huit ans, on nous trompe et on nous ment.

Le gouvernement actuel fait l'éloge de sa propre stabilité. Cette stabilité est trompeuse. Ce sont les gens en place qui sont stables, mais leur politique n'a cessé de changer dans tous les domaines.

Le gouvernement actuel fait l'éloge de son effort économique. Mais l'expansion et les progrès de la France sont en réalité inférieurs à ceux des pays voisins.

- Avez-vous assez d'écoles, assez de logements, assez d'hôpitaux ?
- Estimez-vous, ménagère, que le coût de la vie se soit stabilisé, comme on le prétend officiellement tous les jours ?

Ce même gouvernement insiste tout particulièrement sur son œuvre de paix à l'extérieur, et beaucoup de Français trompés par des paroles creuses et ostentatoires ne voient pas, qu'en réalité notre pays est absent de tous les lieux où l'on discute utilement du désarmement et de la construction de la paix.

Non, vous ne pouvez être satisfaits.

Vous désirez que cela change.

Mais, pour nous, changer, ce n'est pas détruire, ce n'est pas, non plus, promettre seulement de changer, c'est construire.

C'est pourquoi, la Fédération de la Gauche présente un véritable programme de gouvernement qui, excluant toute démagogie, vous propose les objectifs suivants :

1) Constituer une société de citoyens libres, qui ne sera plus

hypothéquée par le pouvoir personnel, mais dans laquelle au contraire :

- les libertés seront réellement respectées (notamment la liberté de l'information, chaque jour bafouée par le pouvoir gaulliste, les libertés syndicales et celles des collectivités locales),
- la stabilité des institutions sera assurée par le seul moyen vraiment démocratique : un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature, avec retour devant les électeurs en cas de crise ministérielle.

2) Rendre la France économiquement prospère et dynamique:

Une nation moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous. Malheureusement et quoi qu'on en dise, la France de 1966 n'est pas une nation moderne. Les besoins prioritaires ne sont pas assurés. Nous proposons un plan démocratique d'expansion réelle qui comportera en priorité absolue :

- la satisfaction des besoins pour tout ce qui concerne l'enseignement, le logement, la santé;
- l'augmentation et la rationalisation de la production dans les secteurs clés d'une économie moderne : les transports, la construction, le téléphone...,
- la création d'une banque nationale d'investissements ;
- l'instauration de la justice fiscale par une meilleure répartition de l'impôt.
- Faire régner la justice sociale garantie déjà, par notre programme économique.

Mais la justice sociale suppose aussi :

- La lutte constante contre le chômage, dont la menace est actuellement entretenue par le gouvernement.
- La lutte contre les salaires de misère, encore trop nombreux.
- La protection des vieillards en détresse, des malades sans soins, des handicapés et de l'enfance abandonnée.
- Pour les rapatriés « l'indemnisation privilégiée, intégrale et prioritaire, de l'habitation et de son mobilier », (proposition de loi de F. MITTERRAND).

Sur un autre plan, la justice sociale — et politique — nous impose de reconnaître la pleine **émancipation** juridique **de la femme** (contrôle des naissances, égalité des époux, libre accès des femmes aux emplois et fonctions).

4) Construire l'Europe et organiser la Paix :

Vouloir la paix c'est briser un nationalisme qui isole notre pays ; c'est ouvrir largement notre politique à la coopération des organisations internationales et surtout créer une Fédération des Etats-Unis d'Europe.

Nous proposons notamment :

- La reconversion à des fins pacifiques de l'industrie atomique d'armement.
- Une action cohérente de la France en faveur du désarmement général simultané et contrôlé.
- Une action énergique de la France pour la construction d'une Europe des peuples, garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen.

En outre, à côté de ce programme national de gouvernement, qu'il s'engage à défendre, le candidat de la Fédération dans votre Circonscription va s'attacher, une fois élu, à résoudre les problèmes qui vous préoccupent en tant que Marseillais.

L'avenir de MARSEILLE est inquiétant à plus d'un titre. Le développement de notre région doit être étudié dès à présent dans le cadre d'une grande région compétitive aux dimensions de l'Europe.

Nous nous élevons énergiquement contre une centralisation abusive et anachronique qui fait de PARIS le centre de toutes les décisions. C'est pourquoi, nous réclamons une authentique décentralisation démocratique et la mise en place d'un véritable Conseil Economique Régional.

Sans perdre de temps, il faut rechercher les moyens de :

- Relancer dans la concurrence mondiale notre port qui, grâce à la liaison Rhône - Rhin qu'il faut réaliser dans les moindres délais, et au développement de la zone de FOS, pourra devenir le grand port de l'Europe du Sud.
- Implanter des industries nouvelles.
- Défendre et développer le commerce gravement menacé à l'heure actuelle par la récession économique.
- Donner à chacun l'emploi qu'il est en droit d'attendre.

Il faut d'autre part, trouver rapidement une solution aux problèmes que pose la circulation, au cœur même de notre circonscription, en réalisant le projet de métro, actuellement à l'étude au sein du Conseil municipal, dont je fais partie.

Ce sont là quelques-uns des problèmes qu'il nous faudra résoudre.

Qu'il s'agisse des problèmes nationaux ou des problèmes plus particuliers que je viens d'évoquer avec vous, leur solution suppose d'abord la disparition du régime actuel et la venue au pouvoir d'une majorité démocratique, dont, je le répète, seule la Fédération de la Gauche devra constituer l'axe.

L'opposition au régime gaulliste est d'ailleurs chez nous déjà majoritaire. N'oubliez pas que, le 5 décembre 1965, DE GAULLE lui-même n'a obtenu que 42 % des suffrages de la 1ere Circonscription. François MITTERRAND, candidat des Républicains a su y regrouper 17.000 voix.

En présence de trop nombreuses candidatures, parfois fantaisistes, je vous demande avec les présidents François MITTERRAND et Gaston DEFFERRE de voter utile en m'apportant vos suffrages dès le premier tour.

Ensemble, nous ferons la FRANCE plus belle et plus forte, plus libre de son destin politique et économique. Ensemble, nous aiderons les Français à réaliser leur légitime aspiration à vivre plus heureux. Ensemble, nous assurerons l'avenir de notre pays dont la grandeur nationale ne dépend pas de la force de destruction de nos bombes, mais de la force d'expansion de nos idées, de notre culture, de notre science et de notre technique.

Enfin, avec mon suppléant Michel PEZET, jeune et brillant avocat de 24 ans, j'en appelle aussi à la jeunesse.

Des tâches exaltantes nous attendent.

Ensemble, prenons le départ pour une France moderne!

Bastien LECCIA

et Michel PEZET